

- Fiche de lecture -

**Mon amie c'est la finance !
Comment François Hollande a plié devant les banquiers**

Adrien De Tricornot, Mathias Thépot, Franck Dedieu, Préface de Gaël Giraud
Bayard, 2014, 250 pages

Les auteurs sont trois journalistes du Monde, de La Tribune

• **Résumé bref :**

Cette rétrospective commence au discours du candidat Hollande (en 2012), dit « du Bourget », mémorable pour cette fameuse phrase : « mon ennemie, c'est la finance », où celui-ci promet de séparer les activités bancaires dites « de crédit » et « de spéculation ». Cet essai raconte l'histoire d'une réforme qui peu à peu se voit vidée de sa consistance à cause du lobby bancaire fort et omniprésent dans le paysage politique. Il explique aussi comment les banques trouvent un intérêt dans ce modèle « mixtes », responsable à la fois de l'épargne de ces clients et de la création monétaire, et risquant gros sur des activités spéculatives (qui ne servent pas l'économie réelle).

Ce livre s'attache d'abord à démontrer l'incompétence de la loi de séparation des activités bancaires pour ensuite, en bon journalistes, nous conter les différentes formes qu'ont prises les pressions du lobby bancaire.

• **Extrait :**

« **Le Parlement tiraillé**

Le 30 janvier à 9 heures, les banquiers ouvrent le bal des auditions à l'Assemblée nationale. Pour percevoir l'humeur du moment, les députés sont venus en nombre dans la salle 63 50. L'auditoire est composé de Jean-Paul Chifflet, président du Crédit agricole et devenu président de la FBF en septembre 2012, de Frédéric Oudéa, ainsi que de Jean-Laurent Bonnafé. Tous se sont positionnés à la droite du président de la commission, Gilles Carrez.

Un par un, ils entament des exposés lénifiants et conservateurs. Jean-Paul Chifflet ouvre le bal : « Les vraies raisons de la crise de 2008 sont liées à l'immobilier, l'accumulation d'actifs risqués et la faiblesse de régulateurs nationaux, ça n'a rien à voir avec la séparation des activités bancaires ! Cette réforme n'était ni urgente ni prioritaire ! » juge-t-il. Il met en garde : « Attention ! Cette loi aura un impact sur le financement de l'économie et la présence des banques françaises dans le monde. » [...]

L'aveu du président de la Société générale

Interloquée, Karine Berger prend alors la parole : « Je suis un peu étonnée, j'ai l'impression que vous n'êtes pas spécialement gênés par cette loi. » Elle n'en reste pas là et demande notamment aux trois banquiers de bien vouloir lui communiquer la part du produit net bancaire (PNB) due aux activités qui seront filialisées aux termes du présent projet de loi. Elle n'est pas sans savoir la réponse mais cherche à obtenir une déclaration publique d'un banquier.

C'est Frédéric Oudéa qui répond, les autres préférant se taire. « Cela représente entre 3 et 5 % de nos activités de BFI, qui représentent elles-mêmes 15 % des revenus totaux de la banque. » Stupeur dans la salle : 5 % de 15 %, cela fait 0,75 % des revenus totaux de la banque. « Alors cela veut dire que 99 % de vos activités ne seront pas concernées par la loi ? » rétorque un député. Réponse d'Oudéa : « Ce sera au superviseur d'en décider, moi je n'en sais rien. » ... »

• **Appréciation personnelle :**

Cet essai, par une écriture simple et par une explication claire, est tout à fait accessible. Les différentes notions complexes sont redéfinies et tous les rouages de l'appareil lobbyiste sont présentés par des exemples objectifs. L'objectivité est aussi un point fort de ce livre ou du moins il se force de l'être malgré une opinion sous-jacente politique forte. En effet, il expose les différents points de vue du débat de la séparation bancaire, tout en argumentant quand il le faut. Enfin, l'essai est exhaustif et aborde tous les sujets : la banque 'mixte' ou 'universelle' et le lobby des groupes bancaires. Synthétique et court, ce livre est une lecture nécessaire pour tous ceux qui s'intéressent à la politique et qui veulent se faire une opinion de l'action du président Hollande.